



ECES

**CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL**

edd European
Development
Days

**Surveillance des médias et alerte précoce
pour lutter contre les discours de haine,
atténuer les conflits et la violence
basée sur le genre**

www.eces.eu



facebook.com/eces.eu



[@eces.eu](https://www.instagram.com/eces.eu)



[@ECESeu](https://twitter.com/ECESeu)



youtube.com/user/ECESeu

Table des matières

Preface	2
L'importance du suivi des médias pendant une campagne électorale	3
La méthodologie de suivi des médias traditionnels et en ligne	4
Veille des réseaux sociaux pendant le processus électoral	6
Systemes d'alerte précoce (EWS)	7
Discours de haine et violence basée sur le genre	16

Préface

Cette publication est produite dans le cadre des Journées européennes du développement (JED), qui constituent le principal forum européen sur les partenariats internationaux. Organisé par la Commission européenne, le forum rassemble des acteurs clés pour partager des idées et des expériences de manière à inspirer de nouveaux partenariats et des solutions innovantes aux défis les plus pressants du monde.

Pour sa 15ème édition, les JED se concentreront sur "Global Gateway : construire des partenariats durables pour un monde connecté". ECES est fier d'avoir été sélectionné pour avoir un stand afin de présenter nos activités sous le thème: Internet et les droits de l'Homme dans l'espace numérique. Notre stand se concentre sur "la surveillance des médias, les discours de haine et la violence fondée sur le genre", dans une perspective électorale.

En particulier, les discours de haine sur les réseaux sociaux et autres plateformes sont connus pour catalyser des environnements de conflit et de violence entre les groupes et les communautés pendant les élections. En effet, les discours de haine à caractère sexiste dans l'espace numérique deviennent de plus en plus une menace pour la participation inclusive des femmes à la vie électorale et politique. À ECES, nous nous efforçons de renforcer les capacités de nos partenaires à identifier et à surveiller les discours haineux et la violence basée sur le genre et à recommander des mesures correctives appropriées.

Nous encourageons le renforcement des élections et de la démocratie en fournissant des services de conseil, un appui opérationnel et la gestion de grands projets, ainsi qu'en intégrant le développement des capacités et du leadership par le biais d'échanges entre pairs afin de partager des expériences comparatives et de promouvoir le dialogue politique.

ECES a élaboré et protégé sa stratégie intitulée "Une réponse européenne au l'appui au cycle électoral - EURECS", qui est mise en œuvre via des méthodologies et des outils spécifiques également protégés par les droits d'auteurs d'ECES. EURECS est un mécanisme innovant de mise en œuvre d'activités d'assistance électorale et démocratique qui sont principalement conformes aux valeurs européennes et aux politiques de l'UE visant à faciliter la coopération en matière électorale entre l'UE, les États membres de l'UE et leurs pays partenaires. À cette fin, le présent document met en lumière le travail que nous avons réalisé au cours des 12 dernières années pour prévenir et atténuer la violence électorale grâce à deux outils importants : le suivi des discours haineux dans les médias grand public et sociaux, et les systèmes d'alerte et de réaction rapides dans le contexte électoral.

Suite à nos expériences dans plus de 50 pays, principalement en Afrique et au Moyen-Orient, avec des projets financés par l'UE et les États membres de l'UE, ECES a l'intention de partager les meilleures pratiques dans l'utilisation de ces outils et d'Internet pour combler les lacunes existantes tout en assurant une plate-forme ouverte pour l'engagement des citoyens qui permettra la participation active des groupes souvent marginalisés dans les processus électoraux. Nous espérons que cette publication contribuera à faciliter une meilleure compréhension de l'impact des discours de haine d'un point de vue électoral, tout en mettant en évidence les outils importants qui utilisent l'espace numérique pour aider à atténuer et à prévenir la violence électorale.



Fabio Bargiacchi
Fondateur et directeur exécutif

Les médias jouent un rôle crucial dans la sensibilisation et l'information des électeurs, ils sont également un facteur déterminant dans la façon dont les gens se forment des opinions qui influenceront leurs choix au moment de voter, et permettent en même temps aux acteurs politiques d'exprimer leurs points de vue et de présenter leurs programmes politiques.

C'est pourquoi les normes internationales habituellement utilisées pour qualifier les élections de "libres et équitables" comprennent "l'accès équitable des partis et des candidats aux médias" et la couverture médiatique "impartiale" du processus électoral.

Pour garantir le respect de la libre volonté des électeurs, il est essentiel d'observer et d'analyser la couverture médiatique tout au long du processus électoral. Non seulement pendant la campagne électorale, mais aussi en amont. Il est également important de surveiller la communication institutionnelle des organes de gestion des élections, afin de garder une trace de leur perception et de leur représentation dans les médias.

La méthodologie de suivi appliquée aux médias doit prendre en considération les textes législatifs et réglementaires relatifs à l'organisation et à la couverture des élections - afin d'analyser de manière objective et impartiale la couverture de la campagne électorale et de ses différents acteurs. Cette analyse est un travail d'équipe, dans lequel tous les observateurs doivent s'efforcer de suivre la même méthodologie afin de garantir la cohérence des résultats. Ce travail systématique permet de générer diverses données statistiques indispensables pour évaluer le degré de responsabilité et d'objectivité avec lequel les médias ont rempli leur mission d'information. En définitive, le monitoring permet d'évaluer le rôle des médias dans la garantie d'un processus électoral libre, transparent et équitable.

Objectifs de la surveillance des médias

On peut distinguer quatre types d'objectifs différents en matière de suivi et surveillance des médias, même s'ils peuvent aussi s'entremêler :

- L'observation des médias au service de la communication publique et institutionnelle. L'objectif étant de soutenir les stratégies de communication des organes de gestion des élections et d'évaluer leur visibilité, ainsi que les aspects techniques du processus électoral, afin d'ajuster la communication publique en fonction des besoins et des objectifs réels.
- Surveiller l'incitation à la violence, par le biais des médias. Cela implique généralement les discours de haine et tout autre message incitant à la violence, à la discrimination, aux tensions sociales et politiques, etc.
- Surveillance liée aux règlements de la campagne électorale. Il s'agit d'un outil complémentaire permettant de vérifier les dépenses de campagne, l'utilisation abusive des ressources publiques et l'utilisation de tout symbole interdit pendant la campagne (par exemple, les drapeaux et symboles nationaux).
- Suivi du pluralisme politique ; vérifier si la presse, principalement les médias d'État, assure une couverture équitable des acteurs politiques (ou une couverture égale, telle qu'établie dans les réglementations pertinentes concernant le rôle des médias pendant les campagnes électorales).

Le monitoring ou suivi des médias permet de suivre et d'analyser, selon une méthodologie appropriée et sur la base d'indicateurs et de critères objectifs, la manière dont les médias - toutes catégories confondues : radio, télévision et presse écrite - assurent un traitement indépendant, impartial, responsable et équitable de l'événement électoral et de ses acteurs. Il vise à produire des rapports basés sur des faits avérés, crédibles et observés sur la couverture médiatique de chaque événement du processus électoral : la répartition des créneaux horaires des acteurs politiques, le contenu des messages délivrés, les commentaires, le ton employé et les thèmes abordés.

Pour ce faire, les observateurs des médias tiennent compte des droits fondamentaux de chacun des trois acteurs :

Les droits des électeurs à recevoir des informations ;

les électeurs ont le droit d'être informés sur les alternatives politiques et les programmes des candidats afin d'être en mesure de faire un choix éclairé.

Le droit des candidats de communiquer des informations ;

les candidats et les partis ont le droit de communiquer leurs programmes et leurs opinions. À cette fin, ils ont le droit d'accéder librement aux médias sur une base non discriminatoire afin d'informer l'électorat de leurs politiques et de leurs opinions sur des questions d'intérêt public.

Le droit des médias à la liberté d'expression.

Les médias jouissent de la liberté d'informer le public sur une campagne électorale et d'exprimer leurs opinions sur des questions d'intérêt public. Ils couvrent également toutes les questions pertinentes liées aux élections et jouent un rôle actif dans l'information des électeurs en leur offrant un éventail diversifié de points de vue, qui incluent ceux de journalistes et d'analystes politiques libres de critiquer les politiciens pour leurs programmes ou leurs performances.

En même temps, ils ont le devoir d'informer les électeurs de manière correcte, précise, transparente et équilibrée.

1. L'analyse quantitative mesure la quantité totale d'espace et de temps consacrée à la couverture de certains sujets ou thèmes surveillés (par exemple, les élections) par les médias. L'analyse évalue également si l'information sur les sujets sélectionnés est positive, négative ou neutre dans son contenu.
2. L'analyse qualitative vise à évaluer les éléments de la couverture qui ne peuvent pas être entièrement observés par des méthodes quantitatives.

Les éléments les plus courants à évaluer sont les suivants

Le style journalistique : Les journalistes ont-ils tendance à mélanger les opinions et les faits dans leurs reportages ? Les journalistes essaient-ils de fournir au public des analyses approfondies et des informations précises, ou ont-ils tendance à faire des reportages superficiels et incomplets ?

Formats de couverture utilisés pour couvrir les élections : Existe-t-il des exemples de couverture innovante des élections ? Des programmes ou des articles satiriques ont-ils été produits ? Les médias audiovisuels et la presse écrite ont-ils produit des programmes ou des articles dans la (les) langue(s) nationale(s) des électeurs ?

minorités ? Traitent-ils des questions relatives aux minorités nationales ? Les médias audiovisuels/imprimés ont-ils produit un programme ou un article traitant des questions de genre ?

Omissions et déformations des informations : Les médias observés ont-ils omis une information pertinente ? Des informations ont-elles été transmises de manière inexacte ou déformée ?

Les femmes : Les médias ont-ils consacré une couverture aux femmes candidates ou aux questions relatives aux femmes ? Y a-t-il eu des programmes ciblant ces questions comme élément clé de la campagne ? Les candidats et les politiciens (hommes ou femmes) ont-ils consacré une partie de leur temps ou de leur espace à discuter des questions et du rôle des femmes dans le cadre de leur programme ou de leur campagne (dans le contenu éditorial et publicitaire) ?

Éducation des électeurs : Existe-t-il une campagne spécifique pour l'éducation des électeurs ? Fournit-elle aux électeurs des informations correctes et claires sur leur droit de vote et les procédures de vote ? Cible-t-elle différents publics, notamment les personnes défavorisées ou les groupes traditionnellement discriminés ? Est-elle axée sur des aspects particuliers ou des problèmes répandus dans un pays spécifique ? Une attention particulière est accordée à l'éducation des électeurs ciblant les femmes et les jeunes.

Couverture de l'administration électorale : L'activité de la commission électorale est-elle couverte ? Les questions sensibles liées à l'administration des élections sont-elles couvertes ? La couverture favorise-t-elle la confiance dans les institutions et le processus électoral, ou sape-t-elle leur légitimité ?

Surveillance des discours de haine

Dans le cadre de la surveillance du discours de haine, les observateurs examinent la manière dont les médias rapportent ou diffusent le discours de haine pendant la campagne électorale. Ils considèrent le discours de haine comme tout message incitant à la violence, à la discrimination, aux tensions sociales et politiques, à la diffamation, à la belligérance, etc., tout en sachant que la frontière est mince entre ce qui relève de la critique politique ou sociale sévère et ce qui relève du discours de haine.

"Cette méthodologie s'inspire de divers guides et rapports de différentes organisations et observatoires (UE, OSCE, Osservatorio di Pavia et Mena media monitoring)".



Le Social Media Monitoring (SMM) vise à suivre et à analyser, selon une méthodologie appropriée et sur la base d'indicateurs et de critères objectifs, la manière dont les réseaux sociaux - toutes catégories confondues : Facebook, Twitter, YouTube, et autres, sont utilisés par les différents acteurs politiques et candidats pendant le processus électoral, en particulier pendant la campagne.

L'analyse de la surveillance des réseaux sociaux vise à produire des rapports basés sur des faits avérés, crédibles et observés sur les réseaux sociaux pendant le processus électoral, en particulier pendant la campagne, afin de répondre aux questions suivantes :

- Quel est le contenu partagé pendant la campagne ?
- Quelle a été l'utilisation de la plateforme (par les partis, les acteurs et les candidats) ?
- Les utilisateurs des réseaux sociaux, en particulier les acteurs politiques et les candidats, ont-ils respecté les principes et la réglementation en matière de publicité politique, de discours de haine, de désinformation et de mésinformation ?
- Évaluer la visibilité des différents acteurs politiques en identifiant la nature de leur stratégie de communication.
- Les utilisateurs des réseaux sociaux ont-ils pu obtenir suffisamment d'informations pour prendre des décisions conscientes le jour du vote ?
- Y a-t-il eu une violation de la loi ou des règlements concernant l'activité des réseaux sociaux pendant la campagne électorale ?
- Quels réseaux sociaux ont été les plus utilisés par les acteurs politiques pour atteindre le public et pourquoi ?

"L'utilisation malveillante des sites de réseaux sociaux (SRS) et d'autres outils numériques de diffusion de l'information comprend une analyse et, dans la mesure du possible, une évaluation des pratiques numériques qui ont le potentiel ou ont effectivement porté atteinte à l'intégrité et à l'équité de l'élection. Cette évaluation sera principalement basée sur les résultats de la surveillance des réseaux sociaux et pourrait présenter les trois mauvaises pratiques les plus répandues... Les sources primaires en ligne d'où proviennent les messages de désinformation politique ou électorale ont tendance à avoir une faible audience et, pour être efficaces, ces contenus doivent être repris par les partis politiques et les candidats, les médias traditionnels et/ou les institutions de l'État... De nouvelles méthodes malveillantes de manipulation en ligne apparaissent constamment, d'autres sujets peuvent également être envisagés.



L'alerte précoce est un instrument de prévention des conflits qui collecte et analyse des données afin de fournir des informations vérifiées aux décideurs politiques. Il y a un objectif à court terme visant à cibler l'intervention, puis il y a le mécanisme de réponse mis en œuvre par les différents acteurs. Dans le contexte du processus électoral, le mécanisme d'alerte précoce peut jouer un rôle important en signalant les conflits potentiels qui peuvent éclater à la suite d'une mauvaise communication, d'une mauvaise gestion opérationnelle, d'un manque de confiance et de transparence, et d'une manipulation politique visant à influencer les résultats des élections.

Les systèmes d'alerte et de réaction précoces sont essentiels à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix. Face à des conflits de plus en plus complexes dans le monde, une attention accrue a été accordée à la manière d'opérationnaliser efficacement ces approches.

Alors que de nombreux systèmes d'alerte précoce et de réaction rapide se concentrent sur la question de savoir ce qui se passe si quelque chose se produit, les décideurs ont besoin d'une approche plus prévisible, répondant aux questions de savoir quand quelque chose va se produire et aussi comment.

Étant donné la nature dynamique du conflit qui peut éclater autour des élections, la relation complexe entre les différentes parties prenantes et les développements politiques, sociaux et économiques, il est crucial que le gouvernement, les communautés, la société civile et les autres parties prenantes forment un système étroitement lié, capable d'évaluer efficacement les différents déclencheurs, les vulnérabilités et les autres facteurs de conflit dans le contexte du processus électoral.

Le mécanisme d'alerte précoce comprend généralement une dimension quantitative, dans laquelle les données sont collectées sur le terrain par le biais de diverses méthodes (questionnaires, SMS, médias sociaux), et une dimension qualitative dans laquelle les données qualitatives sont acquises et traitées par le biais d'entretiens avec différentes parties prenantes, impliquant une triangulation et une vérification des sources d'information. Les informations recueillies sont ensuite utilisées pour formuler des rapports complets qui sont envoyés aux décideurs afin qu'ils prennent les mesures appropriées pour faire face aux situations qui pourraient conduire à des conflits ouverts.



Projets de veille des médias menés par ECES

Burkina Faso 2015 - 2016

Dans le cadre du Projet d'Appui aux Elections Crédibles et Transparentes au Burkina Faso (PACTE-BF), la surveillance des médias est développé comme un outil d'appui à la communication institutionnelle de la CENI.

Ce suivi particulier des médias permet de saisir :

- La qualité de la couverture des aspects techniques du processus électoral de la CENI et de ses représentants.
- Les principaux thèmes qui façonnent la période électorale et la façon dont ils sont dépeints.
- Le ton de la couverture concernant la CENI et les différents aspects du processus.
- La propension des différents médias à offrir une couverture équilibrée, neutre et précise ou, pas.
- La tendance à la partialité et au manque d'objectivité concernant l'organisation du processus électoral.

L'unité de suivi des médias analyse un échantillon de médias préparé en consultation avec la CENI et produit des rapports analytiques qui sont utilisés par l'expert en communication institutionnelle du PACTE-BF pour formuler des conseils correctifs et des stratégies pour adapter et améliorer la communication de la CENI.

Madagascar 2013 - 2015

Dans le cadre du Projet d'appui à des élections crédibles et transparentes à Madagascar (PACTE-Madagascar), ECES a soutenu le suivi des médias effectué par le Comité national d'observation des élections - éducation civique (KMF/ENOC) sur la qualité de la couverture médiatique du processus électoral et sur le respect des réglementations relatives au pluralisme politique. Le suivi s'est également concentré sur les opinions non fondées et les discours de haine véhiculés par et à travers les médias. Le projet PACTE a fait suite au projet INCIPALS (Citizen's Initiative for the Consolidation of Peace, Leadership and Stability). INCIPALS a été conçu en réponse aux recommandations des missions d'observation électorale et à l'auto-évaluation des organisations de la société civile (OSC). Dans le cadre de ce projet, l'unité de surveillance des médias effectue une analyse intégrée du contenu de la couverture médiatique afin de fournir des informations et des outils pour promouvoir l'autorégulation et la professionnalisation des médias et des OSC.



Benin 2015

Dans le cadre de la Mission d'assistance technique à la Commission électorale nationale autonome (CENA) du Bénin, visant à contribuer à la consolidation de la démocratie au Bénin en renforçant les capacités de l'administration électorale à organiser et à conduire les élections présidentielles de 2016, une Unité de suivi des médias a été créée. L'Unité de suivi des médias était chargée d'évaluer la couverture médiatique du processus électoral et de la CENA. Sur la base d'un échantillon de médias établi avec la CENA, l'Unité produit des rapports analytiques qui sont utilisés par l'Expert en communication institutionnelle pour soutenir la stratégie de communication de la CENA.

Nigeria 2017 - 2022

ECES a soutenu la mise en place de l'unité de surveillance des médias de la CENI (MMU) et l'introduction d'une méthodologie de surveillance des médias. Ces deux éléments jouent un rôle clé dans la capacité institutionnelle de la CENI en matière de communication efficace, de gestion des médias et de capacité à lutter contre les fake news ou les informations incitatives. L'appui d'ECES à l'unité actuelle de surveillance des médias de la CENI a inclus : (i) la fourniture d'équipements et de logiciels pour la mise en place de l'unité de surveillance des médias (MMU) de la CENI dans l'annexe abritant le département de l'éducation des électeurs et de la publicité de la CENI ; et (ii) la conception d'un manuel de formation sur la surveillance des médias. ECES a également organisé des formations pour le personnel de la Commission sur divers aspects de la surveillance des médias, en impliquant la Division de la publicité. L'accent a été mis sur la presse écrite, l'audio et la télévision, mais aussi sur les médias sociaux et les fake news. Au cours des quatre dernières années, environ 370 membres du personnel de la CENI impliqués dans les médias et la sensibilisation ont été formés à la surveillance des médias, couvrant la gestion de l'unité de surveillance des médias, mais aussi la manière de détecter et d'analyser les fake news et leur propagation, en particulier par le biais des réseaux sociaux. La dernière formation pour soutenir l'unité de surveillance des médias de la CENI a eu lieu en septembre 2020. Actuellement, 3 sous-unités de l'UMM sont établies.

Ethiopie 2020 - 2021

Unités de surveillance des médias de la CECOIE et du NEBE 2020/2021

ECES a soutenu la mise en place de deux unités de surveillance des médias pour la Coalition des organisations de la société civile éthiopienne pour les élections (CECOIE) et le Conseil national électoral d'Éthiopie (NEBE) en fournissant les équipements nécessaires, y compris les logiciels de surveillance, et en recrutant des professionnels des médias.

Une cartographie complète du paysage médiatique de la presse écrite, de la radio et de la télévision a été réalisée et communiquée aux partenaires afin de créer une sélection de médias à surveiller. Depuis sa création en mars 2021, la MMU a joué un rôle essentiel dans le suivi de la couverture médiatique des principaux acteurs électoraux au cours des différentes étapes des opérations électorales. Une revue de presse quotidienne et des rapports hebdomadaires de synthèse des médias ont été générés et distribués aux parties prenantes concernées. En outre, des rapports ont été publiés sur divers sujets, notamment les débats des partis politiques tout au long de la campagne, la couverture médiatique des opérations du NEBE et l'activité des partis politiques sur les différents réseaux sociaux. Ces rapports ont été utiles pour le suivi du processus électoral, et la CECOIE les a utilisés comme contribution à son rôle d'observation des élections et à la création de la salle de situation électorale (situation room).

L'unité MM produit les rapports suivants :

- Rapports sur les presses écrites, les médias en ligne et les réseaux sociaux.
- Neuf rapports consécutifs de surveillance des réseaux sociaux sur les mentions du NEBE sur les plateformes de réseaux sociaux, les journaux en ligne et les blogs ont été produits.
- Rapports sur l'utilisation par les partis politiques au niveau national et régional des réseaux sociaux (Facebook et Twitter)
- Des rapports sur le conflit dans les réseaux sociaux
- Une analyse qualitative de la couverture médiatique pendant la campagne a été produite
- Rapports sur la couverture de la période de silence
- Rapport de suivi sur le sentiment des utilisateurs des réseaux sociaux envers les femmes impliquées dans l'élection de 2021
- Rapport final sur la couverture médiatique de la campagne électorale.



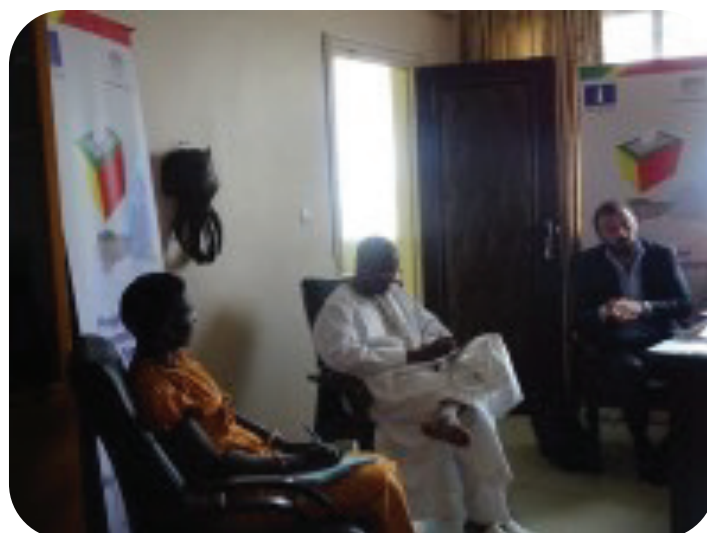
violence @SenateForeign
unconstitutionally
nebe tplf birtukan helped
@NEBEthiopia assisted
#TigrayGenocide Accomplices
tigray #Ethiopia constitution accept
election board
opposed postponed chair ethiopia people rights
#TigrayGenocide ppl @StateDept

Senegal

PAPE Sénégal visait à renforcer la communication institutionnelle de la Direction générale des élections (DGE) et les interactions entre les institutions et le Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA). Grâce à l'expertise solide d'ECES en matière de surveillance des médias, le projet a fourni des conseils spécifiques et ciblés sur la manière de renforcer la méthodologie existante de suivi des médias.

L'objectif principal des activités de surveillance des médias est de donner une vue d'ensemble de l'environnement électoral actuel. Parmi les activités mises en œuvre figurent des séminaires de journalistes et des revues de presse et de médias mensuelles. Celles-ci mettent en lumière l'évolution de la visibilité médiatique de la DGE et des partis politiques concernés. Ce suivi a permis à la DGE d'adapter et de poursuivre une stratégie de communication efficace et percutante.

En conséquence, le rapport final du projet souligne que le projet PAPE a contribué à renforcer la communication institutionnelle de la DGE grâce à ces activités spécifiques, même si la communication et les interactions entre le CNRA et la DGE pourraient encore être renforcées.



Système d'alerte précoce et de réaction rapide réalisé par ECES

Zanzibar

L'un des principaux objectifs de PROPEL Zanzibar était de prévenir et d'atténuer la violence électorale en mettant en œuvre des sessions de formation et un projet de système d'alerte précoce pour prévoir les flambées ou incidents potentiels, notamment en cartographiant les poches de troubles civils et les tendances à la radicalisation. Pour relever ce défi, un effort conjoint a été mené pour établir une cartographie des conflits. Par exemple, une session de formation sur la cartographie des conflits s'est déroulée avec succès le 8 septembre, grâce au soutien d'organisations locales comme ANGOZA, le réseau des chefs religieux via le Comité conjoint et la plateforme d'observateurs nationaux TEMCO. Même si le système d'alerte précoce s'est avéré très positif et utile dans la perspective du contexte post-électoral, il est probable qu'un mécanisme plus approfondi aurait été nécessaire, tel que la salle de situation (situation room).

En outre, afin d'accroître l'information et la communication sur la violence électorale, un programme de sensibilisation comprenant une formation à la surveillance des médias pour la sensibilisation à la violence liée aux élections et des ateliers sur les conflits pour les propriétaires de médias et les rédacteurs en chef a été organisé.



Afrique du Sud

Afin de prévenir les conflits et les violences potentielles en Afrique du Sud lors des élections nationales et provinciales du 8 mai 2019, ECES, en collaboration avec la Commission électorale indépendante (IEC), a voulu coordonner, renforcer et relancer le "mécanisme d'alerte précoce". À cette fin, le projet s'est appuyé sur les infrastructures de paix et les mécanismes d'alerte précoce existants. En fournissant un soutien institutionnel, les parties prenantes se sont engagées à étendre ces infrastructures à la province embourbée dans les conflits. Les groupes cibles étaient principalement l'IEC, la population vivant dans les provinces contestées, les panélistes et les organisations de la société civile (OSC). Le rapport final du projet souligne que plus de 1200 individus ont été rassemblés avec succès dans un réseau d'alerte précoce dans les 9 provinces d'Afrique du Sud. Ce rapport démontre que le projet a atteint ses objectifs.



Projets actuels d'ECES avec MMU et EWS

Kenya 2022

Unité de surveillance des médias - ProPeaceKenya

Dans le cadre du projet ProPeaceKenya, ECES, en partenariat avec la Commission nationale pour la cohésion et l'intégration (NCIC), a créé une unité de surveillance des médias (MMU) chargée de surveiller les médias grand public, les plateformes de médias sociaux et l'espace public afin de détecter et de traiter les discours de haine, le mépris ethnique et l'incitation à la violence.

La MMU a produit les rapports suivants :

- Deux rapports sur la surveillance du lexique du discours haineux en avril et mai 2022.
- Deux rapports sur la désinformation et la mésinformation en avril et mai 2022.
- Un rapport sur la surveillance des médias sociaux : Analyse sur Twitter de la campagne incendiaire #NoRailaNoPeace.
- Rapport sur la violence et les incidents en avril et mai 2022

Alerte précoce

Le système d'alerte précoce au Kenya a été utilisé de manière continue depuis son introduction à la fin des années 90, ce qui explique la richesse de l'expertise disponible au sein de la société civile et du gouvernement. La contribution d'ECES ajoute une dimension spécialisée à cet effort en offrant une vue très ciblée sur le processus électoral et ses étapes. Ainsi, le mécanisme d'alerte précoce conçu pour la NCIC (Commission nationale pour la cohésion et l'intégration) se concentre particulièrement sur la capacité à détecter les indicateurs clés intégrés liés au processus, institutionnels et opérationnels qui signaleraient un conflit potentiel avant et après les élections. Le NCIC sera ainsi en mesure de mieux analyser les alertes liées au processus électoral et d'informer les parties prenantes sur les interventions à tenir à temps.

Une salle de situation (situation room) est conçue pour incorporer l'unité de surveillance des médias au mécanisme d'alerte précoce, assurant ainsi la complémentarité des deux composantes. Plus précisément, l'unité de surveillance des médias affinera les informations extraites par le logiciel spécialisé et le suivi des médias traditionnels et les transmettra à la composante d'alerte précoce, en signalant les sujets et les questions susceptibles de provoquer un conflit. Cette nouvelle approche améliorera considérablement l'efficacité du mécanisme d'alerte précoce, fournira une base solide pour formuler une réponse appropriée aux situations signalées et augmentera la capacité des autres parties prenantes à intervenir rapidement pour faire face à l'environnement conflictuel avant, pendant et après les élections.

La salle de situation deviendra la plateforme sur laquelle les différentes parties prenantes investies dans le processus électoral pacifique, telles que l'IEBC (Independent Elections and Boundary Commission), le pouvoir judiciaire, le ministère de l'intérieur, les organisations de la société civile et les donateurs internationaux, pourront renforcer leur dialogue et leur coordination. En effet, ECES envisage un rôle de coordination pour le NCIC parmi les parties prenantes, en raison de sa position neutre au sein de l'arrangement institutionnel au Kenya et de son mandat clairement défini visant à l'intégration et à la cohésion du peuple kenyan.

Ethiopie

ECES a aidé la Coalition Of Ethiopian Civil Society Organization for Election (CECOE) à mettre en place une salle de situation électorale (ESR) pour le référendum de Sidama en novembre 2019 en tant qu'initiative pilote, y compris la formation et l'assistance technique. La formation et l'assistance technique ont porté sur des sujets tels que :

- comment structurer l'ESR (le groupe central et les responsables des données) ;
- la manière de collecter les informations sur le terrain
- la fréquence des débriefings des responsables des données
- comment organiser et analyser les données collectées
- comment préparer un communiqué de presse pour la presse écrite et audiovisuelle ;
- comment préparer et publier des rapports d'observation préliminaires et finaux.

L'ESR faisait partie du mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide pour une résolution immédiate des divergences de vues avec le risque d'une escalade du conflit.

Il était composé de 6 officiers rapporteurs qui collectaient des données quatre fois par jour auprès de huit équipes d'observateurs, permettant ainsi à l'équipe centrale du CECOE d'obtenir une image précise du processus. Elle comprenait également un système automatisé de capture de données, d'échange régulier et de production de données en temps réel sur les conflits électoraux pour le NEBE et les autres parties prenantes.

La salle de situation a servi de centre où toutes les informations sont coordonnées, rassemblées et analysées. C'était également un centre pour la préparation des rapports et des affaires de communication externe, y compris l'émission de communiqués de presse publics. Cela a permis à la CECOE d'interagir avec les principales parties prenantes, comme le NEBE, les médias et le public, et de fournir des mises à jour régulières sur le référendum. Pendant l'élection, du 11 au 25 juin 2021, ECES a soutenu la création d'une salle de situation électorale et la formation/le coaching du CECOE.



Discours de haine pendant le processus électoral

Les discours haineux et incitatifs pendant le processus électoral peuvent potentiellement compromettre le déroulement pacifique du processus électoral. Au cours de cette période et dans l'atmosphère critique d'un processus électoral, notamment pendant les activités de campagne, les propos incendiaires peuvent avoir pour effet d'inciter les gens à la violence, portant ainsi atteinte à la liberté d'expression et aux droits de l'homme démocratiques.

Malheureusement, de nombreux pays ne disposent pas de la base juridique nécessaire pour empêcher un candidat ou un parti tenant un discours de haine de s'inscrire aux élections. Mais même lorsqu'il existe un cadre juridique et que le discours de haine est fortement réprimandé, le dilemme consiste dans le fait que c'est précisément lors d'une élection que différentes opinions politiques doivent être exprimées, et qu'imposer des restrictions à l'expression de ces opinions peut limiter à la fois les droits de libre expression et les droits démocratiques.

Comme les discours de haine et le mépris ethnique sur les médias sociaux et d'autres plateformes sont connus pour catalyser des environnements de conflit et de violence entre les groupes et les communautés pendant les élections, le Centre européen d'appui électoral (ECES) a commencé il y a des années à travailler fortement sur le renforcement des capacités de ses partenaires à identifier et surveiller les incidences des discours de haine et du mépris ethnique et recommander des mesures correctives appropriées. L'objectif est d'éviter la violence liée aux élections en surveillant les incitations à la violence, les discours de haine, les fake news et autres messages qui encouragent la discrimination ou les tensions sociales et politiques transmis par les médias.

Violence liée au genre et discours de haine ciblant les acteurs politiques féminins

Si les discours de haine dans les réseaux sociaux contribuent de manière significative à la violence électorale, ils exacerbent la violence fondée sur le genre, en particulier envers les femmes qui ont choisi de se présenter aux élections, et deviennent de plus en plus une menace pour la participation inclusive des femmes à la vie électorale et politique. Ce type de violence contre les femmes vise à les intimider et à les réduire au silence afin de les exclure de l'espace public et politique.

Selon l'ONU Femmes : La violence politique peut se produire dans de nombreux contextes, mais elle a un impact négatif unique sur les femmes pendant une période électorale. Les tensions politiques et la concurrence pendant les élections peuvent créer des vulnérabilités pour la participation politique des femmes, qui dans de nombreux cas sont déjà désavantagées par rapport aux hommes ; cela peut conduire à l'exclusion des femmes du processus. Des tactiques telles que les agressions physiques, l'intimidation et la violence psychologique touchent aussi bien les hommes que les femmes, mais leur impact varie selon le sexe et certaines formes de violence sexiste sont spécifiques aux femmes. Les réponses visant à prévenir et à atténuer la violence politique pendant les élections doivent refléter ces importantes dimensions de genre.

Pour lutter contre ce type de violence, les Nations unies ne cessent de renforcer le cadre juridique de la participation politique et électorale des femmes. Ceci est évident dans les déclarations, les pactes et les conventions sur les droits humains et politiques, dans les rapports, les résolutions et les plans d'action de l'ONU dans ces domaines, ainsi que dans les politiques d'assistance électorale développées et mises en œuvre par l'ONU. À titre d'exemple, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), adoptée en 1979, réaffirme le droit des femmes "d'occuper des emplois publics et d'exercer toutes les fonctions publiques à tous les niveaux de gouvernement".

Plus précisément, l'article 7 stipule que

Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique de l'État.

En particulier, ils assurent aux femmes, dans des conditions d'égalité avec les hommes

(a) De voter à toutes les élections et dans tous les référendums publics et d'être éligibles à tous les organismes publiquement élus.

(b) de participer à la formulation de la politique gouvernementale et à sa mise en œuvre, d'occuper des emplois publics et d'exercer toutes les fonctions publiques à tous les niveaux du gouvernement.

Au final, il est un fait que le discours de haine constitue une menace pour les sociétés et leur cohésion et représente un danger particulier en période électorale en raison de sa connivence. Si les discours de haine menacent aussi bien les hommes que les femmes, ils ont un impact plus important sur les femmes en tant que groupe vulnérable et surtout sur celles qui ont choisi de prendre part à la vie politique. Ce phénomène est exacerbé par les réseaux sociaux qui offrent un canal fluide et facile pour la diffusion souvent anonyme de la violence à l'égard des femmes en politiques.

STOP
VIOLENCE AGAINST
WOMEN





Fabio Bargiacchi

Fabio Bargiacchi est l'idéateur et le fondateur d'ECES. Il est membre du conseil d'administration d'ECES et occupe le poste de directeur exécutif de l'unité de gestion d'ECES depuis juillet 2011.

Au cours des 11 dernières années à ce poste, il a, avec ses collègues et collaborateurs, conduit ECES à devenir l'un des quatre plus importants fournisseurs d'assistance électorale pour la mise en œuvre de projets financés par l'UE et les États membres de l'UE. ECES est aujourd'hui reconnu comme l'un des acteurs les plus importants de l'assistance électorale au niveau mondial, aux côtés du PNUD, d'IDEA, de l'OSCE, de l'IFES, du NDI et de l'IRI.

En tant que directeur exécutif fondateur, il a conduit ECES à obtenir les certifications TRACE et ISO 9001 pour ses normes de gestion financière et de qualité, après avoir mis en œuvre des activités dans plus de 50 pays, principalement, mais pas uniquement, en Afrique et au Moyen-Orient. Il a joué et continue de jouer un rôle stratégique dans la mobilisation des ressources et la supervision de toutes les activités, ce qui a permis à l'ECES d'obtenir des financements provenant principalement de l'UE et de ses États membres, ainsi que d'autres organismes donateurs.

Fabio a également conduit l'ECES à obtenir un nombre important de certificats protégés par des droits d'auteur, notamment des outils méthodologiques innovants pour la mise en œuvre de la stratégie de l'ECES, appelée "Réponse européenne au soutien du cycle électoral" (EURECS), dont il est le principal auteur. Ces droits d'auteur sont donc :

- la Réponse européenne au soutien du cycle électoral (EURECS),
- les procédures opérationnelles standard pour la mise en œuvre de l'EURECS,
- la méthodologie de la médiation de paix dans les processus électoraux,
- les analyses de l'économie politique électorale (EPEA),
- l'évaluation des menaces pour la sécurité électorale (ESTA),
- l'approche du projet contribuant à la prévention des conflits et de la violence liés aux élections (PEV),
- le programme de formation Cascade connu sous le nom de "Leadership and Conflict Management Skills for Electoral Stakeholders, (LEAD)",
- le programme de formation Cascade intitulé "Leadership et compétences en gestion de la qualité pour les administrateurs électoraux, (LEAD-Q)",
- le concept Innov-Elections de coaching et d'apprentissage à distance pour les acteurs électoraux,
- l'application Electoral Translator pour les langues anglaise, française, portugaise, espagnole et arabe,
- l'application "Roster" pour les experts en assistance électorale,
- les lignes directrices de l'ECES en matière de communication et de visibilité.

Le travail de Fabio dans le domaine des élections remonte au début des années 1990. A partir de 1997, il a continuellement étendu son expertise dans le domaine de l'assistance électorale au niveau international. Entre 1997 et 2004, il a occupé divers postes dans le domaine de l'assistance et de l'observation électorales auprès de l'UE, de l'ONU et de l'OSCE. Il a effectué des missions de longue durée dans des pays tels que la République centrafricaine, le Zimbabwe, la Cisjordanie et

Gaza, la Zambie, le Kenya, le Nigeria, Haïti, la Tanzanie, la République démocratique du Congo, le Suriname et l'Indonésie, où il a notamment occupé les postes d'expert principal en opérations électorales, de conseiller en formation/rapport et de coordinateur des observateurs électoraux de l'UE.

Fabio a également développé une connaissance approfondie de la gestion du cycle de projet, en particulier dans le domaine de la gouvernance démocratique, comme le montre explicitement son expérience de travail pour la Commission européenne à la délégation de l'UE à Maputo (Mozambique) de 2001 à 2003 et au siège de l'UE (Commission européenne, EuropeAid) à Bruxelles entre 2004 et 2006 en tant que spécialiste des élections. De janvier 2007 à décembre 2010, Fabio a été coordinateur de la "Joint EC UNDP Task Force On Electoral Assistance" (JTF) et conseiller principal en assistance électorale au bureau de l'ONU/PNUD à Bruxelles. Au cours de cette période, il a contribué à la création de la même task force conjointe et a supervisé ses activités d'identification, de formulation et de soutien à la mise en œuvre de tous les projets d'assistance électorale de la CE et du PNUD.

D'octobre 2004 à décembre 2006, il a travaillé comme spécialiste des élections à la Direction du soutien à la qualité des opérations d'EuropeAid et a été le coordinateur et l'auteur principal du "Guide méthodologique de l'UE sur l'assistance électorale". Fabio a ainsi été impliqué dans plus de 70 projets du PNUD pour un montant de plus de 600 millions d'euros entre octobre 2004 et décembre 2010. Bargiacchi a également été à l'avant-garde de la conception et de la mise en œuvre de toutes les formations conjointes CE/PNUD IDEA sur l'assistance électorale efficace, en face à face et à distance, de septembre 2005 à février 2011. De janvier 2011 à février 2012, il a travaillé comme conseiller technique en chef pour le "Projet d'appui aux cycles électoraux pour les cinq pays lusophones d'Afrique (Angola, Cabo Verde, Guinée Bissau, Mozambique, Sao Tomé-et-Principe) et le Timor-Oriental", financé par l'UE et mis en œuvre par le PNUD. Il s'agissait du tout premier projet transnational d'assistance électorale exclusivement axé sur le développement des capacités.

Compte tenu de ses expériences avec l'OSCE, l'ONU/PNUD, l'UE et l'ECES, Fabio a traité des processus électoraux et de démocratisation dans plus de 60 pays différents et a travaillé sur l'identification, la formulation, la mise en œuvre ou l'évaluation de plus de 100 projets d'assistance électorale depuis 1997.

De 2014 à 2019, Fabio a été membre du conseil d'administration du Partenariat européen pour la démocratie (EPD), en tant que vice-président et président par intérim de 2015 à 2017. Actuellement, il a amené l'ECES à faire partie du réseau du Bureau de Liaison Européen pour la Consolidation de la Paix (EPLO), la plus grande et la plus importante plateforme européenne de la société civile regroupant 40 organisations indépendantes et groupes de réflexion de 16 pays européens engagés dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits.

Fabio est un animateur de formation accrédité BRIDGE et le principal créateur du programme de formation "Leadership and Conflict Management Skills for Electoral Stakeholders, LEAD" conçu en collaboration avec le Centre for Creative Leadership. Il est diplômé en sciences politiques après des études à l'Université de Florence (Cesare Alfieri) et à l'Université Libre de Bruxelles et détient un Master of Arts sur la société, la science et la technologie après des études à l'Université de Roskilde (Danemark) et à l'Université d'Oslo (Norvège). Au cours des 15 dernières années, il a écrit, coordonné, coécrit et contribué à une série de publications et de documents relatifs aux élections :

- SDG16: An enabler for accelerated implementation of the 2030 Agenda amid COVID-19 for the Think 20 in the context of the G 20 in Italy of Octobre 2021
- Challenges and opportunities for the implementation of e-voting in Nigeria: lessons from international experiences (2021)
- Delivering Electoral and Democracy Support during the COVID 19 period. ECES preparedness and response: Innov-Elections (2020)
- ECES Standard Operating Procedures for the Implementation of the European Response to Electoral Cycle Support (2019)
- ECES Communication and Visibility Guidelines (2019)
- "The potential of EU Funded electoral assistance to support the prevention of election related conflict and violence: Lessons from the Southern African Region"
- EURECS - A European Response to Electoral Cycle Support (2016)
- Using International Standards. Council of Europe Handbook for Domestic Election Observers (2013)
- Missing a Trick? Building Bridges between EU Mediation and EU Electoral Support in Conflict-affected Countries - Expert Seminar Report, (2012)
- Essential Consideration of Electronic Voting published by International IDEA (2011)
- ISPI Working Paper on the Electoral Cycle Approach: Effectiveness and Sustainability of Electoral Assistance (2011)
- EU and Peace building, Policy and Legal Aspects: EU Electoral Support: (2010)
- EC-UNDP Operational Paper on Procurement Aspects of Introducing ICTs in Electoral Processes: the specific case of biometric voter registration (2010)
- EC-UNDP Operational Guidelines. Implementation of Electoral Assistance Programmes and Projects (2006 and 2008)
- ACE Focus on Effective Electoral Assistance (2007)
- UNDP Electoral Assistance Implementation Guide (2007)
- EC Methodological Guide on Electoral Assistance (2006)



Amirouche Nedjaa

Amirouche Nedjaa est un expert en surveillance des médias et en communication avec plus de 12 ans d'expérience dans ce domaine. Amirouche est le directeur exécutif de Mena Media Monitoring (MMM), une organisation qui surveille les discours de haine au Maroc, en Tunisie, en Libye et en Jordanie. Depuis 2011, le MMM surveille les différents aspects de la communication liée aux élections dans la région MENA. Depuis 2010, il a participé à plusieurs missions d'observation électorale en tant qu'expert en surveillance des médias et analyste des médias pour l'Union européenne, l'OSCE et l'IRI. En Tunisie, il a travaillé pour la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HAICA) - Tunisie pour fournir un soutien technique à la HAICA et a rédigé le rapport "Image de la femme dans le pluralisme politique dans les médias tunisiens".

Amirouche est titulaire d'un diplôme d'administrateur d'Élections de la Sorbonne, d'une maîtrise en gestion des médias et d'une licence en informatique et d'un Master de premier niveau en Information Communication. M. Nedjaa parle français, arabe, anglais et berbère.



Hamza Fassi-Fihri

Hamza Fassi-Fihri est un citoyen belgo-marocain, ancien député et homme politique en Belgique, avec vingt ans d'expérience dans la démocratie et la gouvernance. Après une première carrière de journaliste, Hamza s'est engagé dans une politique active, dans laquelle il s'est impliqué pendant quinze ans, occupant plusieurs postes de direction au sein de son parti, dont la vice-présidence nationale.

En tant que député, Hamza s'est spécialisé dans les affaires économiques, le travail et les politiques culturelles, ainsi que dans la démocratie, la gouvernance et les questions électorales, travaillant sur les réformes électorales et assumant des responsabilités sur divers aspects du processus électoral. En tant que président de la délégation belge à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie pendant cinq ans, Hamza a également participé à des débats de préparation électorale avec des OGE, principalement de pays africains. Il a également participé à des missions d'observation électorale (Togo, Madagascar, Tunisie).

Parallèlement à sa carrière parlementaire, Hamza a été impliqué au niveau local, servant douze ans au conseil municipal de la ville de Bruxelles, dont six en tant qu'adjoint au maire. Un poste dans lequel il a supervisé l'organisation de deux cycles électoraux, supervisant les opérations électorales au niveau local.

Depuis 2019, et après quinze ans en politique active, Hamza consacre sa vie professionnelle au développement de la démocratie et de la gouvernance. Après une première expérience en Tunisie avec le NDI, accompagnant les partis politiques et le parlement tunisien en tant que directeur de programme, il est désormais coordinateur de projet pour ECES sur le projet EUSDGN au Nigeria. Hamza est titulaire d'un master exécutif en administration publique de la LSE (Royaume-Uni) et d'une maîtrise en relations internationales.



Julia Onnasch

Julia Onnasch agit en tant que Chef adjoint de projet, travaillant notamment sur l'assurance qualité et l'amélioration des processus. Entre autres activités, elle soutient actuellement la conception, le développement et la mise en œuvre d'un système de gestion de la qualité au siège d'ECES. Avant cela, elle a travaillé avec succès sur la certification de la Commission électorale indépendante de Jordanie selon la norme électorale ISO TS / 54001: 2019. Cela impliquait la préparation de procédures pour tous les processus clés de gestion, d'exploitation et de soutien tout au long du cycle électoral, l'établissement de méthodes de mesure et la planification des élections parlementaires de 2020 conformément à la norme internationale. Avant de rejoindre ECES, Julia a auparavant agi en tant que consultante pour une ONG jordanienne, en les aidant à concevoir un nouveau système de documentation. Auparavant, elle a travaillé comme analyste pour des organisations internationales et des cabinets de conseil en risques politiques et en sécurité. Elle détient une maîtrise du King's College de Londres avec la faculté des sciences sociales et des politiques publiques.



Le Centre Européen d'Appui Electoral (ECES) est une fondation indépendante, non partisane et à but non lucratif, créée en septembre 2010, par l'initiative de Fabio Bargiacchi, agissant jusqu'à ce jour en tant que Directeur Exécutif, et dont le siège se trouve à Bruxelles, en Belgique. ECES a mis en œuvre des activités dans plus de 50 pays différents, notamment, mais non seulement en Afrique et au Moyen Orient, et principalement grâce au financement de l'UE et des ses Etats Membres.

ECES promeut le renforcement électoral et démocratique à travers la fourniture de service de conseil, d'appui opérationnel et de gestion de projet et paniers communs dans le domaine de l'assistance électorale et à la démocratie.

ECES est certifié TRACE et ISO 9001 pour son adhérence à la transparence financière et aux systèmes de gestion de qualité. ECES a élaboré et protégé sa stratégie intitulée "Une réponse européenne à l'appui au cycle électoral - EURECS", qui est mise en œuvre via des méthodologies et des outils spécifiques également protégés par des droits d'auteur EURECS est un mécanisme de prestation novateur et alternatif pour mettre en œuvre des activités d'assistance électorale et démocratique qui sont principalement conformes aux valeurs européennes et aux politiques de l'UE visant à faciliter la coopération en matière électorale entre l'UE, les États membres de l'UE et les pays partenaires.

ECES, en collaboration avec le Collège d'Europe, Interpeace, le Médiateur, la Fondation Hironnelle et l'Institut de recherche et d'éducation à la négociation, met en œuvre le projet ERMES, Réponse Européenne pour l'Appui à la Médiation. ECES fournit l'expertise clé et les locaux pour le projet, qui est un outil stratégique pour le rôle de l'UE dans la médiation et le dialogue.

Dans ce contexte, ECES est également membre du réseau du Bureau européen de liaison pour la consolidation de la paix, la plus grande et la plus importante plateforme européenne de la société civile regroupant 40 organisations indépendantes et groupes de réflexion de 16 pays européens engagés dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits



ECES

**CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL**

Av. Louise 222, 1050 Ixelles
Bruxelles – Belgique
+32 2 325 55 58
info@eces.eu
www.eces.eu



#edd2022